Le cas du journaliste Bruno Bidjang fait actuellement grand bruit dans le pays.

Après avoir été auditionné au tribunal militaire de Yaoundé, le directeur des médias du groupe l'Anecdote a été renvoyé dans sa cellule au Secrétariat d'Etat à la défense en charge de la gendarmerie (SED), où il a passé sa deuxième nuit.

Les charges retenues contre lui sont extrêmement graves : **incitation au soulèvement, atteinte à la sûreté de l'Etat et incitation à l'insurrection.**

Cette arrestation fait suite à une vidéo virale dans laquelle le journaliste appelait les Camerounais à défendre leurs droits, notamment après l'augmentation des prix du carburant. Cette prise de position a visiblement dérangé les autorités en place, qui voient en Bruno Bidjang une menace pour l'ordre établi.

Face à cette situation, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer une atteinte à la liberté de la presse au Cameroun. Les organisations de défense des droits de l'homme appellent à la libération immédiate de Bruno Bidjang.

En attendant, le sort de Bruno Bidjang reste incertain, et la question de la liberté de la presse au Cameroun continue de diviser et d'inquiéter. Une affaire à suivre de près.